

LE SALVADOR EST-IL CONDAMNÉ ?

L'existence au Salvador de deux commissions des droits de la personne, l'une de la droite et l'autre de la gauche: une indication de la polarisation politique du pays.

PAR MARY LOU FINLAY

R IEN NE SURPREND PLUS LE visiteur qui arrive au Salvador. La capitale et la contrée environnante sont exactement comme il l'aura imaginé : des collines poussiéreuses au profil ondulé, la pauvreté, les routes mal entretenues, et partout l'image familière de jeunes gens au teint basané portant la tenue des commandos et une mitraillette qui, depuis toujours, symbolise un monde affligé par la misère et la guerre, et j'ai nommé le tiers-monde.

Le secteur militaire est le seul qui soit en croissance au Salvador. On estime qu'environ 50 000 personnes sont en armes, sans compter les guérilleros, qui sont au nombre de six à neuf mille.

Le jour où je suis arrivée, le président José Napoléon Duarte s'adressait à un groupe d'hommes d'affaires salvadoriens, en les suppliant de l'aider à faire face à la situation... c'est-à-dire à revigorer une économie à bout de souffle, à endiguer un mécontentement généralisé et à mettre fin à une guérilla qui dure depuis plus de sept ans. Une semaine plus tard, les hommes d'affaires lui ont fait part de leur réponse en boycottant la foire commerciale internationale bisannuelle qui se tenait dans la capitale.

Le président de la Chambre de commerce, M. Victor Steiner, accuse M. Duarte de socialiser l'économie, d'étouffer la libre entreprise par des impôts élevés, par la réglementation des importations et par la corruption : «Le gouvernement n'a aucun respect pour le rôle que le secteur privé peut jouer sur le plan économique.»

M. Steiner formule des propos particulièrement mordants à l'endroit du président Duarte. À l'occasion de la réforme agraire qui a commencé en 1980 (et qui se heurte à d'innombrables difficultés), la belle-famille de M. Steiner a tout perdu. Le gou-

vernement l'a expropriée en échange d'un peu d'argent et de quelques bons. Sauf que les bons ne valent rien, de dire M. Steiner, et que le prix payé était trop bas : il était fondé sur la valeur des terres telle qu'elle avait été déclarée dans les rapports d'impôt que le propriétaire avait déposés en 1975 et 1976. Quant aux paysans, la réforme agraire les a déçus tout autant, car elle ne va pas assez loin.

DEPUIS PLUSIEURS DÉCENNIES, LES mouvements révolutionnaires dans la région promettent tous une réforme agraire. Au Salvador, les grands propriétaires terriens ont particulièrement bien réussi à y résister. En 1932, les *campesino* s'étant révoltés, ils ont déchainé contre eux la *matanza* : de dix à vingt mille paysans sont alors tombés sous les coups de l'armée. En 1975, le taux de familles sans terres par rapport à la population totale était, au Salvador, le plus élevé de toute l'Amérique latine.

En 1980, le gouvernement a procédé comme il suit pour appliquer la réforme agraire : il a acheté un certain nombre de grandes fermes, puis du jour au lendemain, tous les ouvriers qui y vivaient en sont devenus les co-propriétaires; dès lors, ils se sont mis à les gérer et ont dû remettre une partie de leurs revenus aux banques qui étaient les créanciers hypothécaires.

Jusqu'ici, cette formule a suscité des relations plutôt houleuses. Les anciens propriétaires n'ont pas accepté d'être ainsi dépossédés de leurs fermes. Les paysans qui travaillaient la terre mais qui ne vivaient pas là se sentent lésés par le régime arbitraire en vertu duquel les coopératives ont été créées. Par ailleurs, en quittant les fermes, les anciens propriétaires ont évidemment emporté avec eux toutes les compétences gestionnelles nécessaires pour bien les exploiter.

Un rapport de l'Agence pour le développement international (É.-U.) souligne que la plupart des coopératives ont du mal à faire leurs versements hypothécaires à temps et que le gouvernement ne respecte pas l'échéancier des paiements dus aux anciens propriétaires. Bon nombre des terres expropriées font encore l'objet de litiges. Les guérillas y effectuent encore de fréquents raids, ce qui rend les fermes peu rentables au mieux, et au pire, tout simplement inhabitables. Mais fournir encouragements et conseils aux autorités chargées d'opérer la réforme agraire ne représente qu'un aspect de la politique complexe que les Américains mènent au Salvador, et c'est là une preuve que ces derniers ont en partie substitué à la diplomatie de la force armée une action plus raffinée.

Deux travailleurs américains de l'Agence pour le développement international, venus de l'Iowa et de l'Arkansas, m'ont accompagnée lors d'une visite d'une des coopératives installées juste au sud de San Salvador.

Les ouvriers ont surtout planté de la canne à sucre, du riz et des haricots et ils cultivent aussi quelques autres produits vivriers. Cette ferme compte parmi celles qui sont « prospères »; de toute évidence, on veut ici nous en mettre plein la vue.

Sous les rayons brûlants du soleil de midi, une poignée d'hommes, dont les bras sont éraflés et noircis par les tiges de vingt pieds qui tombent sous les coups de leur machettes, coupent encore de la canne à sucre. On a incendié les champs avant la coupe, d'expliquer un Américain, mais à tort, car les cannes perdent beaucoup de leur valeur quand on les brûle ainsi; ce procédé rend cependant la coupe plus facile. Quoi qu'il en soit, le prix du sucre est tellement bas que la marchandise ne vaut à peu près rien. Le gouver-

nement Duarte doit soutenir le prix du sucre; autrement, toutes les fermes de canne à sucre feraient faillite.

Le gouvernement américain est de collusion avec le régime Duarte pour exploiter une entreprise collective dirigée par ce dernier et s'intégrant à la lutte globale qu'on mène pour faire échec au communisme, mais personne n'a dit quoi que ce soit au sujet de cette ironie apparente.

Après la visite de la ferme, nous nous sommes retrouvés dans l'après-midi à San Salvador et nous avons assisté à une manifestation estudiantine bruyante qui avait cours devant l'ambassade américaine.

L'ambassade est située au centre de la ville, à quelques coins de rue de l'Université du Salvador où les manifestants, portant peintures de guerre et masques, s'étaient regroupés avant d'amorcer leur marche. Ils étaient à peine deux cents, bien qu'il y ait 30 000 étudiants inscrits à l'Université. Mais à entendre leurs cris et leurs invectives, on aurait pensé qu'ils étaient beaucoup plus nombreux. Munis de haut-parleurs et de peinture en cannettes, ils proféraient des obscénités et barbouillaient des slogans sur le mur de béton : YANQUI GO HOME (Yankees, rentrez chez vous) et AMERICA IS SHIT (l'Amérique, c'est du fumier).

LA PRÉSENCE AMÉRICAINE AU Salvador est une médaille qui a son revers, c'est le moins qu'on puisse dire. Quand il était maire de San Salvador, José Napoléon Duarte a dénoncé sévèrement les politiques appliquées par les États-Unis en Amérique centrale. Aujourd'hui, il a baissé le ton, comme il convient d'ailleurs de la part de quiconque reçoit tous les jours de Washington une aide valant presque 2 millions de dollars : «Au National Press Club de Washington, j'ai déclaré que les États-Unis vivaient depuis toujours dans une démocratie mais qu'ils exportaient la dictature. Cela est en train de changer, car il nous faut